

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU **2^E** GROUPE D'OPPOSITION

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.
3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2020-2021 qui n'existaient pas en 2019-2020.
4	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
5	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.
6	Combien de temps, d'argent et de ressources humaines ont été accordés à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place?
7	Évolution du nombre de prestataires d'aide de dernier recours depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie et région.
8	Évolution du nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours depuis l'an 2000?
9	Évolution du nombre d'avis de décision émis depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie.
10	Évolution du nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées depuis l'an 2000?
11	Évolution du nombre d'avis de réclamation émis depuis l'an 2000?
12	Évolution du montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation depuis l'an 2000?
13	Évolution du coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours depuis l'an 2000?
14	Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d'une révision administrative depuis l'an 2000? Par catégorie?
15	Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le tribunal administratif du Québec depuis l'an 2000?
16	Évolution du nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles depuis l'an 2000? Quel pourcentage de ces appels a fait l'objet d'une décision favorable?
17	Fournir l'entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2020-2021, la reddition de comptes détaillée au MIDI (2019-2020), détail des dépenses et résultats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022
151 (MSSS)	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

18. Nombre d'équivalents temps plein pour le service d'inspection de la CNESST, ventilation des heures de travail et dépenses affectées aux inspections reliées à la Covid-19 ainsi que de celles reliées aux opérations habituelles. (CNESST)
19. Liste des sanctions données par la CNESST pour non-respect des directives des santé-sécurité au travail liées à la pandémie de Covid-19 (CNESST)
20. Les sommes accordées à la CNESST, ventilées par mois, région et type de milieu de travail, pour 2019-2020 et pour 2020-2021:
 - a. Pour des inspections des inspections en milieu de travail liées au respect des mesures sanitaires requises par la COVID-19.
 - b. Pour tout groupe de travail ou mandat concernant la ventilation et la qualité de l'air en milieu de travail. (CNESST)
21. Le nombre d'employés (équivalents temps plein) de la CNESST mobilisés à des projets ou à de la surveillance en lien avec la ventilation et la qualité de l'air en milieu de travail, ventilé par mois, région et type de milieu de travail, pour 2018-2019, 2019-2020 et pour 2020-2021, avec descriptif sommaire des mandats effectués. (CNESST)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Exposé et statistiques :

Aucune somme versée.

SOURCE : Direction des affaires juridiques

COLLABORATION :

DATE : 2021-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Titre :

Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le Ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Exposé et statistiques :

Les dépenses supplémentaires du Ministère pour couvrir le même niveau de service que l'année précédente concernent principalement les dépenses liées aux nouvelles réalités de la pandémie de la COVID-19. Plus particulièrement, la mise en place d'une infrastructure informatique, matérielle et téléphonique a été nécessaire pour l'application des mesures sanitaires.

Dépenses relativement à la COVID-19	Dépenses prévues 2020-2021
	(en \$)
Agents de sécurité – application des mesures sanitaires	2 304 522
Achat fournitures, équipements et entretien	912 000
Téléphonie	900 000
Messagerie et courrier	862
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	4 800 000
Autres	721 115
Total fonctionnement	9 638 499

SOURCE : DGRFC-DB-SBACR

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2020-2021 qui n'existaient pas en 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Exercice financier 2020-2021

De nouvelles mesures ont été annoncées dans le point sur la situation économique et financière du Québec de novembre 2020 afin de :

- mettre en place des initiatives visant la requalification et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre : 114,6 M\$ sur deux ans, dont 90,1 M\$ en 2020-2021 et 20,5 M\$ en 2021-2022 (bonification de l'Entente de développement de la main-d'œuvre (EDMO) obtenue du gouvernement fédéral pour la relance économique);
- favoriser la formation dans des secteurs stratégiques pour la relance : 57,4 M\$ sur deux ans à compter de 2020-2021 (autofinancés à hauteur de 56,0 M\$ (11,5 M\$ en 2020-2021 et 44,5 M\$ en 2021-2022) par le FDMT avec la bonification de l'EDMO obtenue pour la relance économique. Sommes additionnelles de 1,4 M\$ (0,7 M\$ 2021-2022 et 0,7 M\$ en 2021-2022) au profit de la Commission de la construction du Québec);
- offrir un soutien particulier aux personnes handicapées : 77,0 M\$ sur deux ans, dont 62,0 M\$ en 2020-2021 et 15,0 M\$ en 2021-2022 (autofinancés par le FDMT avec la bonification de l'EDMO obtenue pour la relance économique.);
- financer d'autres initiatives prioritaires : 76,3 M\$ sur deux ans à compter de 2020-2021 (autofinancés à hauteur de 55,6 M\$ (47,9 M\$ en 2020-2021 et 7,7 M\$ en 2021-2022) par le FDMT avec la bonification de l'EDMO obtenue pour la relance économique. Sommes additionnelles de 20,7 M\$ pour 2020-2021 au profit de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail).

De nouvelles mesures ont été annoncées dans le Plan budgétaire du 10 mars 2020 afin de :

- améliorer le soutien aux parents d'enfants majeurs handicapés par l'accélération de l'admissibilité à des prestations plus généreuses : 26,0 M\$ sur quatre ans à compter de 2021-2022 (sommes additionnelles);
- favoriser l'intégration et le maintien des travailleurs sur le marché du travail en favorisant la formation des travailleurs en entreprise : 29,0 M\$ sur cinq ans (autofinancement en 2020-2021 pour une somme de 5,8 M\$, sommes additionnelles à compter de 2021-2022);
- assurer l'équité fiscale par l'amélioration de la transparence corporative : 4,9 M\$ sur cinq ans (sommes additionnelles) dont 0,4 M\$ en 2020-2021;
- appliquer une réforme du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels : 27,1 M\$ sur trois ans à compter de 2022-2023 (sommes additionnelles).

SOURCE : DGRFC-DB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

Titre :

Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Exposé et statistiques :

Référer à la réponse de la question RG-15 m.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2020-2021 incluant, pour chacun de ces concours :

- le nombre de postes offerts;
- le nombre de postulants;
- la date;
- la nature (concours réservé ou non);
- le taux de réussite;
- la répartition par région administrative;
- la date de la publication des résultats.

Exposé et statistiques :

Le MTESS a obtenu la délégation du SCT pour la tenue de processus de qualification pour les corps d'emplois suivants :

- Agent d'aide socio-économique. Ce processus a débuté le 17 juin 2019 et la publication a pris fin le 22 mai 2020.
- Médiateurs-conciliateurs. Ce processus a été affiché du 15 avril au 28 octobre 2019.

Agent d'aide socio-économique

En 2020-2021, une 4^e cohorte a été inscrite dans la banque. Les candidats inscrits dans les cohortes 5, 6, 7 et 8 ont reçu leurs décisions, mais sont en attente de leur évaluation, la pandémie ayant impactée la tenue des séances d'examens. Ces cohortes seront finalisées en 2021-2022, si le contexte le permet.

Considérant que ce processus est ouvert pour divers ministères et organismes (Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration, Régie de l'assurance maladie du Québec, Office des personnes handicapées du Québec), le nombre de postes offerts n'est pas disponible.

Processus de qualification 21410RS07000003

Cohortes dont le déroulement du processus de qualification était finalisé au 28 février 2021

	Cohorte 4	Cohorte 5	Cohorte 6	Cohorte 7	Cohorte 8	Total
Date de la publication des résultats	2020-05-28	-	-	-	-	-
Nombre de candidats inscrits	1 862	1 634	1 633	967	1 974	8 070
Nombre de candidats admis	1 337	1 162	1 162	638	1 394	5 693
Nombre de candidats présents à la séance d'examen	809	-	-	-	-	-
Nombre de candidats qualifiés	458	-	-	-	-	-
Taux de succès	56,6 %	-	-	-	-	-
Nombre de placements ¹	5	-	-	-	-	-

¹Données extraites du système Emploi en ligne en date du 5 mars 2021.

Portrait de la cohorte 4 par région administrative

Région administrative	Inscrits	Admis	Présent	Succès
01 Bas Saint-Laurent	32	24	9	7
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	47	32	16	13
03 Capitale-Nationale	409	287	179	111
04 Mauricie	42	33	20	13
05 Estrie	75	55	30	18
06 Montréal	547	389	252	105
07 Outaouais	48	36	25	12
08 Abitibi-Témiscamingue	29	19	10	8
09 Côte-Nord	17	13	11	8
10 Nord-du-Québec	4	3	2	2
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	16	8	2
12 Chaudière-Appalaches	80	56	22	12
13 Laval	96	71	45	22
14 Lanaudière	71	52	35	24
15 Laurentides	74	58	35	29
16 Montérégie	218	162	96	62
17 Centre-du-Québec	39	25	12	10
99 Hors Québec	11	6	2	0
Total	1 862	1 337	809	458

Bien que le déroulement du processus de qualification ait débuté en 2019-2020, seule la 4^e cohorte a été finalisée dans la période de référence, les cohortes 5, 6, 7 et 8 sont en cours et seules les données connues pour le moment se retrouvent dans les tableaux précédents.

Médiateur-conciliateur

En 2020-2021, une 4^e cohorte a été inscrite dans la banque.

Processus de qualification 15001RS07000004-004

Cohorte dont le déroulement du processus de qualification était finalisé au 28 février 2021

	Cohorte 4
Date de la publication des résultats	2020-07-16
Nombre de candidats inscrits	670
Nombre de candidats admis	22
Nombre de candidats présents à la séance d'examen	10
Nombre de candidats qualifiés	5
Taux de succès	50 %
Nombre de placements	0

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2021-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Combien de temps, d'argent et de ressources humaines ont été accordés à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place ?

Exposé et statistiques :

- Aucune ressource n'a été accordée en 2019-2020 à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place.
- Toutefois, les travaux se poursuivent en prévision de la mise en œuvre dès 2023 du Programme de revenu de base, tel que prévu au Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :

Évolution du nombre de prestataires d'aide de dernier recours depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie et région.

Exposé et statistiques :

La réponse est présentée en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 15 mars 2021

Annexe RP-07

Évolution du nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le programme et la région
- avril 2020 à janvier 2021 -

Total Assistance sociale																			Ensemble du Québec
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	
avril 2020	7 005	9 558	18 233	13 314	12 633	96 585	14 105	4 513	2 331	1 070	3 911	9 169	10 398	15 000	17 522	42 035	9 066	7 964	294 412
mai 2020	6 859	9 397	17 988	13 128	12 479	95 148	13 967	4 477	2 311	1 071	3 831	9 032	10 281	14 803	17 251	41 631	8 899	7 889	290 442
juin 2020	6 736	9 188	17 672	12 912	12 270	92 513	13 712	4 372	2 261	1 057	3 789	8 864	10 073	14 431	16 886	40 843	8 711	7 769	284 059
juillet 2020	6 567	8 948	17 334	12 665	12 063	89 791	13 450	4 243	2 212	1 055	3 718	8 708	9 889	14 088	16 541	40 085	8 521	7 666	277 544
août 2020	6 460	8 780	17 065	12 464	11 883	87 533	13 238	4 198	2 182	1 030	3 666	8 591	9 715	13 918	16 375	39 453	8 405	7 607	272 563
septembre 2020	6 431	8 677	16 851	12 332	11 688	85 508	13 137	4 148	2 140	1 012	3 612	8 486	9 610	13 775	16 164	39 084	8 323	7 582	268 560
octobre 2020	6 392	8 625	16 723	12 206	11 555	83 887	13 077	4 077	2 121	996	3 594	8 426	9 551	13 623	15 945	38 749	8 224	7 277	265 048
novembre 2020	6 311	8 540	16 584	12 134	11 461	82 522	12 992	4 019	2 111	981	3 555	8 379	9 472	13 457	15 764	38 435	8 122	7 260	262 099
décembre 2020	6 254	8 423	16 421	12 076	11 375	81 110	12 857	3 966	2 065	975	3 500	8 320	9 345	13 298	15 574	37 971	8 060	7 331	258 921
janvier 2021	6 174	8 370	16 254	11 921	11 294	80 158	12 801	3 933	2 043	964	3 466	8 285	9 288	13 148	15 475	37 775	8 010	7 278	256 637

Programme objectif emploi																			Ensemble du Québec
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec		
avril 2020	176	159	544	271	430	2 452	447	117	52	13	68	151	308	335	477	1 018	298	7 316	
mai 2020	159	149	513	255	415	2 283	413	109	48	10	61	140	281	316	436	938	275	6 801	
juin 2020	147	135	462	237	392	2 051	364	97	43	7	56	122	262	276	379	848	250	6 128	
juillet 2020	133	116	435	218	363	1 856	328	89	35	6	51	116	260	253	360	800	220	5 639	
août 2020	117	115	411	221	356	1 803	311	96	37	6	59	132	270	250	337	765	214	5 500	
septembre 2020	112	112	384	214	327	1 647	298	94	34	6	53	123	247	251	320	726	207	5 155	
octobre 2020	102	103	362	214	297	1 521	284	86	32	6	46	102	234	240	296	708	199	4 832	
novembre 2020	89	93	356	205	278	1 400	271	75	32	7	48	102	213	217	278	654	185	4 503	
décembre 2020	85	88	341	198	274	1 318	246	63	26	11	45	100	210	197	262	599	179	4 242	
janvier 2021	73	88	322	198	264	1 248	250	61	26	8	39	94	184	194	251	564	159	4 023	

1. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c’est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Programme d'aide sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	Ensemble du Québec
avril 2020	2 856	4 702	8 643	7 222	6 127	62 917	7 762	2 195	1 124	721	1 619	3 852	5 421	8 057	9 163	21 054	4 649	12	158 096
mai 2020	2 775	4 580	8 488	7 083	6 031	61 793	7 676	2 181	1 115	727	1 567	3 771	5 345	7 927	9 011	20 770	4 543	8	155 391
juin 2020	2 685	4 417	8 270	6 910	5 871	59 692	7 511	2 104	1 071	721	1 531	3 632	5 194	7 629	8 750	20 225	4 406	8	150 627
juillet 2020	2 574	4 229	8 002	6 712	5 735	57 437	7 323	2 021	1 044	721	1 475	3 535	5 072	7 365	8 504	19 618	4 289	8	145 664
août 2020	2 523	4 096	7 782	6 550	5 574	55 452	7 177	1 971	1 020	698	1 433	3 410	4 918	7 205	8 367	19 159	4 194	6	141 535
septembre 2020	2 511	4 008	7 649	6 458	5 439	53 761	7 108	1 930	985	686	1 388	3 341	4 864	7 070	8 184	18 866	4 116	4	138 368
octobre 2020	2 477	3 948	7 571	6 340	5 375	52 360	7 066	1 874	964	666	1 379	3 322	4 826	6 943	7 998	18 612	4 041	4	135 766
novembre 2020	2 424	3 901	7 488	6 302	5 332	51 221	7 031	1 845	954	657	1 348	3 294	4 784	6 834	7 844	18 413	3 980	3	133 655
décembre 2020	2 406	3 815	7 348	6 261	5 268	50 049	6 967	1 808	922	646	1 312	3 260	4 689	6 696	7 669	18 102	3 914	6	131 138
janvier 2021	2 370	3 786	7 256	6 132	5 204	49 247	6 925	1 789	915	638	1 294	3 229	4 666	6 600	7 579	17 965	3 891	7	129 493

Programme de solidarité sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	Ensemble du Québec
avril 2020	3 973	4 697	9 046	5 821	6 076	31 216	5 896	2 201	1 155	336	2 224	5 166	4 669	6 608	7 882	19 963	4 119	7 952	129 000
mai 2020	3 925	4 668	8 987	5 790	6 033	31 072	5 878	2 187	1 148	334	2 203	5 121	4 655	6 560	7 804	19 923	4 081	7 881	128 250
juin 2020	3 904	4 636	8 940	5 765	6 007	30 770	5 837	2 171	1 147	329	2 202	5 110	4 617	6 526	7 757	19 770	4 055	7 761	127 304
juillet 2020	3 860	4 603	8 897	5 735	5 965	30 498	5 799	2 133	1 133	328	2 192	5 057	4 557	6 470	7 677	19 667	4 012	7 658	126 241
août 2020	3 820	4 569	8 872	5 693	5 953	30 278	5 750	2 131	1 125	326	2 174	5 049	4 527	6 463	7 671	19 529	3 997	7 601	125 528
septembre 2020	3 808	4 557	8 818	5 660	5 922	30 100	5 731	2 124	1 121	320	2 171	5 022	4 499	6 454	7 660	19 492	4 000	7 578	125 037
octobre 2020	3 813	4 574	8 790	5 652	5 883	30 006	5 727	2 117	1 125	324	2 169	5 002	4 491	6 440	7 651	19 429	3 984	7 273	124 450
novembre 2020	3 798	4 546	8 740	5 627	5 851	29 901	5 690	2 099	1 125	317	2 159	4 983	4 475	6 406	7 642	19 368	3 957	7 257	123 941
décembre 2020	3 763	4 520	8 732	5 617	5 833	29 743	5 644	2 095	1 117	318	2 143	4 960	4 446	6 405	7 643	19 270	3 967	7 325	123 541
janvier 2021	3 731	4 496	8 676	5 591	5 826	29 663	5 626	2 083	1 102	318	2 133	4 962	4 438	6 354	7 645	19 246	3 960	7 271	123 121

1. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c’est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Évolution du nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours depuis l'an 2000 ?

Au 24 février 2021, on dénombre 1 043 agents d'aide socio-économique chargés du suivi des dossiers d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION : Secteur des opérations
VALIDATION:
DATE : 2021-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Évolution du nombre d'avis de décision émis depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie.

Exposé et statistiques :

- Au 31 janvier 2021, 5 655 décisions en révision avaient été émises depuis le 1^{er} avril 2020.

DÉCISIONS EN RÉVISION EN 2020-2021	
Catégorie	Nombre total
Aide financière de dernier recours	4 428
Révision médicale	1 227
TOTAL	5 655

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Évolution du nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

- Au 31 janvier 2021, 21 ETC avaient été utilisés pour la révision des décisions contestées depuis le 1^{er} avril 2020.

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE :

17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Évolution du nombre d'avis de réclamation émis depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

Le nombre de réclamations émises au regard des créances de l'aide financière de dernier recours pour l'année 2020-2021 (au 28 février 2021) est de 79 730 réclamations.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION : Direction générale des opérations de Services Québec de l'Ouest
VALIDATION : SSGRI
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Évolution du montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation depuis l'an 2000?

Exposé et statistiques :

Le montant récupéré à la suite d'un avis de réclamation au regard des créances de l'aide financière de derniers recours pour l'année 2020-2021 au 28 février 2021 est de 76,5 millions de dollars.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Évolution du coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours depuis l'an 2000.

Exposé et statistiques :

Coût par demande des services de Solidarité sociale

Service	Coût par	2019-2020
Attribution initiale	Demande d'aide financière	419 \$
Gestion des dossiers actifs	Dossier actif	356 \$

SOURCE : DGRFC-SBACR

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d’une révision administrative depuis l’an 2000 ? Par catégorie ?

Exposé et statistiques :

- En 2020-2021, 12,0 % des motifs contestés en révision ont été accueillis par la révision.

	MOTIFS ¹ CONTESTÉS EN RÉVISION EN 2020-2021 ²		
Catégorie	Nombre de motif contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis en révision
Aide financière de dernier recours	6 982	431	6,2 %
Révision médicale	1 547	591	38,2 % ⁴
TOTAL	8 529	1 022	12,0 %

¹ Il peut y avoir plus d’un motif par décision de révision finalisée.

² Au 31 janvier 2021.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.

⁴ La condition médicale du client peut évoluer entre le moment du dépôt de sa demande de révision et le moment auquel le comité de révision évalue sa situation. Ainsi, durant cet intervalle, l’état de santé d’un client peut se dégrader et faire en sorte que l’étude de son dossier démontre maintenant une admissibilité sans équivoque à des contraintes sévères ou temporaires à l’emploi, alors que ce n’était pas le cas les mois précédents, où son état de santé était meilleur ou stable.

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

Direction du soutien aux opérations - Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE :

17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :
Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

- En 2020-2021, une proportion de 10,0 % des motifs contestés au Tribunal administratif du Québec (TAQ) ont été accueillis par celui-ci.

MOTIFS ¹ CONTESTÉS AU TAQ EN 2020-2021 ²		
Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis par le TAQ
3 909	391	10,0 % ³

¹ Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée au TAQ.
² Au 31 janvier 2021.
³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l'ont été en totalité.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations - Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :
Évolution du nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles depuis l'an 2000 ? Quel pourcentage de ces appels a fait l'objet d'une décision favorable ?

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2020-2021 (du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021)

Le nombre total de demandes reçues a été de 431. De ce nombre, il y eu :

- 384 demandes acceptées;
- 45 demandes refusées;
- 2 désistements.

L'aide totale accordée fut de 955 995,61 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 168 722,37 \$
- Aide gratuite : 787 273,24 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 489 \$.

Faits saillants pour 2020-2021

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	28	91 063	9,52	3 252
Composition familiale	1	0	0,00	0
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	15	38 665	4,04	2 578
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	35	38 416	4,02	1 098
Perte d'argent	2	2 271	0,24	1 135
Prestation spéciale	14	9 362	0,98	669
Prestation spéciale désintoxication	35	82 785	8,66	2 365
Prévenu tenu de loger	12	14 682	1,54	1 224
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	212	545 740	57,09	2 574
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	30	133 012	13,91	4 434
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	384	955 996	100 %	2 490

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 107 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE :**COLLABORATION :****VALIDATION:****DATE :**

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction des politiques d'assistance sociale

11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Fournir l'entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2020-2021, la reddition de comptes détaillée au MIFI (2019-2020), détail des dépenses et résultats.

L'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) détermine les obligations et les responsabilités du MTESS conformément aux lois dont il est responsable. Elle définit les dépenses admissibles, soit celles liées au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures d'emploi et de formation ainsi que les frais de subsistance versés aux personnes réfugiés admissibles.

L'Entente accorde un montant de 75 M\$ au MTESS en 2020-2021.

Les dépenses du service public d'emploi imputées à cette entente en 2019-2020 sont de 74,0 M\$.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-151 (Transférée par le ministère de la Santé et des Services sociaux)

Titre : Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques)

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été annoncée en lien avec le Plan d'action gouvernemental en action communautaire en 2020-2021.

SOURCE : Direction des Politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 mars 2021